



Des migrants de différentes nationalités arrivent dans les eaux au large de Lampedusa. [VALERIA FERRARO/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES]

Pourquoi une nouvelle crise des migrants pourrait détruire l'Europe

Les institutions démocratiques sont déjà menacées.

- Richard Palmer
- [08/02/2024](#)

Elle a secoué tout le continent. Elle a endommagé de grands partis politiques et en a détruit de plus petits. Elle a propulsé de nouvelles idéologies et de nouveaux mouvements vers le haut et a ébranlé les attitudes fondamentales à l'égard de l'état de droit, de la démocratie, de la liberté et de la foi.

Elle a fait passer l'Alternative für Deutschland d'un petit parti marginal, ringard et axé sur l'économie à un mouvement de masse. Elle a poussé la version actuelle du parti fasciste italien au pouvoir en Italie et a donné naissance à toute une génération d'hommes politiques inspirés de Benito Mussolini.

PT_FR

C'était la crise des migrants de 2015-2016. Puis elle s'est estompée. En 2015, 1,2 million de personnes avaient officiellement demandé l'asile au sein de l'Union européenne. En 2017, ce chiffre a été divisé par deux.

Les partis politiques paralysés ne se sont jamais remis, l'économie européenne est toujours en difficulté et le cours du fleuve des attitudes fondamentales à l'égard de la société a été réorienté, mais au moins l'afflux massif de nouveaux arrivants appauvris, musulmans et parfois agressifs et violents était terminé. C'est du moins ce que l'on croyait.

Crise des migrants 2.0

Au cours des six premiers mois de 2023, plus d'un demi-million de migrants ont demandé l'asile dans l'UE. Ce chiffre est en hausse de près de 30 pour cent par rapport à l'année précédente, soit le plus élevé pour cette période depuis la première crise.

Beaucoup d'entre eux passent par ou débarquent sur la petite île italienne de Lampedusa. Elle compte 6 000 habitants. Les 12 et 13 septembre, 7 000 migrants sont arrivés en 48 heures environ. L'île compte plus de migrants que de résidents. Les hôpitaux, débordés, peinent à leur prodiguer les soins médicaux de base. L'industrie touristique est en train de s'effondrer car l'île est associée aux migrants et à la criminalité, et non à des escapades ensoleillées. Certains migrants se sont échappés du centre de refuge et ont érigé des barrages routiers.

L'Italie évacue rapidement les migrants de Lampedusa vers de grands centres. Mais au nord des Alpes, l'Allemagne fait encore face aux conséquences de la déclaration de l'ancienne Chancelière Angela Merkel selon laquelle le pays pourrait accueillir un nombre presque illimité de migrants. Cette année, 30 pour cent des demandeurs d'asile se sont adressés à l'Allemagne, soit plus que tout autre pays européen. Un peu moins de 14 millions de migrants de première génération vivent aujourd'hui en Allemagne—environ 17 pour cent de la population, et ils affectent profondément la société.

L'un des grands débats politiques de l'été a été : *les piscines ont-elles besoin d'une protection policière 24 heures sur 24 ?* Des piscines ont été fermées car le personnel a démissionné ou a refusé de travailler parce qu'il ne voulait pas faire face à toutes les agressions contre les utilisateurs de la piscine. Ces agressions sont principalement le fait de migrants musulmans qui agressent de jeunes Allemandes, mais peu de journalistes ou de politiciens acceptent d'en parler.

Tout indique que le problème va s'aggraver. Les inondations en Libye ont tué plus de 10 000 personnes et en ont déraciné des dizaines de milliers d'autres. Le tremblement de terre au Maroc a fait environ 3 000 morts. Le Niger et le Mali ont connu des coups d'État au cours de l'été. Le Soudan est en proie à une guerre civile qui a contraint environ 4 millions de personnes à fuir leur foyer et poussé 6 millions au bord de la famine. Le Tchad et la République centrafricaine sont confrontés à des violences internes. Des groupes terroristes prêtant allégeance à l'État islamique ou à Al-Qaïda sont actifs au Mali et au Burkina Faso.

L'une des réponses de l'Europe à la crise des migrants de 2016 a été de payer des dictateurs africains pour qu'ils enferment les migrants dans des camps de concentration. La Turquie a bloqué les migrants en provenance du Moyen-Orient. Le Soudan et l'Algérie ont empêché les Africains d'atteindre la côte méditerranéenne. Aujourd'hui, certains de ces gouvernements sont tombés, laissant des brèches dans le mur frontalier de l'Europe.

La deuxième grande crise des migrants en Europe vient à peine de commencer. Et aujourd'hui, ceux qui durcissent le ton contre l'immigration la première fois font partie du gouvernement.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni en est un exemple. Sa rhétorique patriotique et hostile à l'immigration a permis au parti Frères d'Italie—successeur du Parti national fasciste—de passer de 2 pour cent des voix et neuf sièges lors de sa première élection, il y a dix ans, à 26 pour cent l'année dernière, une majorité relative, 184 sièges, la direction de la coalition et l'accession au poste de première ministre. Aujourd'hui, elle est mise à l'épreuve et pourrait perdre sa popularité et son poste si elle n'apporte pas de solution. Elle s'est rendue à Lampedusa, mais à un moment donné, sa voiture a été bloquée par des manifestants. Pourtant, elle ne semble pas savoir quoi faire. « La question n'est pas de savoir comment décharger le problème, » a-t-elle admis sur la chaîne de télévision publique italienne Rai 1, « mais comment arrêter les arrivées en Italie, et je ne vois toujours pas de réponses concrètes. »

Pas d'alternative ?

Les Européens de tous les jours veulent compatir avec ceux qui souffrent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Mais ils constatent que l'arrivée de centaines de milliers de jeunes hommes à peine contrôlés dans les villes européennes n'est pas la solution : cela importent la criminalité, les pénuries de logements, l'augmentation des dettes nationales et d'autres problèmes. Le fait de reconnaître cette réalité ne fait pas de l'Européen moyen un raciste, un extrémiste ou un membre de l'extrême droite. Pourtant, peu de voix dans les médias populaires ou dans la sphère politique veulent même reconnaître ces problèmes.

Or, s'ils veulent des solutions, il n'y a pas beaucoup d'options valables. Dans certains pays, les seuls partis qui s'attaquent au problème sont véritablement extrémistes, voire néo-nazis. Dans d'autres pays, ils sont plus raisonnables—mais pour s'attaquer au problème, ils doivent travailler avec les parties concernées dans d'autres pays de l'UE et donc faire des compromis avec les extrémistes.

C'est cette dynamique qui a poussé les gens ordinaires à voter pour des partis en Allemagne et en Italie qui remontent aux fascistes des années 1920 et 1930. Ces électeurs ne sont pas nécessairement des nazis—c'est simplement qu'ils n'ont pas d'autres solutions pour endiguer le désastre en cours.

Mais que se passe-t-il si même ces soi-disant partis extrêmes—et en fait les vrais partis extrêmes—échouent ? Où va l'Italie après Meloni et le fascisme léger ? Vers quoi les Européens se tourneront-ils ?

Pendant des décennies, les principaux partis occidentaux ont eu des principes et des valeurs similaires : libre-échange, soins de santé gratuits, lutte contre le changement climatique et tolérance ou même encouragement de l'immigration. Ils se considèrent comme des gens tolérants et compatissants. Mais il est inquiétant de constater qu'ils ont utilisé leur pouvoir politique pour rendre presque impossible la poursuite d'une vision différente pour leurs pays.

Ces idéaux plus ou moins mondialistes sont désormais inscrits dans la loi : droit national, droit constitutionnel, traités internationaux et documents fondateurs tels que la Convention européenne des droits de l'homme. Cette convention fait plus que garantir la vie, la liberté, la poursuite du bonheur et d'autres droits fondamentaux garantis par la Constitution des États-Unis. Ces élites libérales se considèrent plus compatissantes que cela : leurs droits incluent le droit à la vie de famille, le droit d'asile des réfugiés et le droit à l'air pur et à l'eau potable (qui ont inspiré de nombreuses affaires judiciaires sur le changement climatique).

Depuis des décennies, les élites ont intégré leurs principes dans l'ensemble du système de gouvernement européen. Tous les efforts déployés pour faire face à l'immigration se heurtent à d'interminables procédures judiciaires. Un immigré a une petite

amie ? Son droit à une vie de famille signifie que vous ne pouvez pas l'expulser. Il « perd » son passeport ? Si vous ne pouvez pas l'identifier, vous ne pouvez pas l'expulser. Il se dit homosexuel, chrétien ou membre de l'opposition politique ? S'il était renvoyé chez lui, il serait persécuté et ne peut donc pas être expulsé. Chaque migrant cherche à obtenir de telles exceptions. Après des années de procédure, si les tribunaux approuvent finalement l'expulsion, il a disparu depuis longtemps.

Lorsque Meloni et d'autres dirigeants opposés à l'immigration de masse sont élus, c'est à cela qu'ils se trouvent confrontés. La loi italienne, la loi européenne et les obligations découlant des traités les empêchent tous d'expulser les migrants ou même de limiter l'immigration de manière significative.

Quand tout va bien, les gens s'accommodent de ce statu quo. Mais les choses vont de plus en plus mal. De plus en plus de gens en ont assez non seulement des politiques d'immigration, mais aussi du système tout entier.

Enfreindre la loi

La solution est simple : prenez les migrants qui entrent illégalement par Lampedusa, les eaux européennes ou les côtes européennes et renvoyez-les en Afrique. Ne vous souciez même pas à identifier d'où ils viennent originellement—ils auront de toute façon jeté leur passeport à la mer. Il suffit de les envoyer en Libye ou en Algérie.

Il s'agit sans doute aussi de la solution la plus humaine. Environ 20 000 migrants sont morts ou ont disparu en tentant de traverser la Méditerranée depuis 2014. En renvoyant tous les migrants en Afrique, on les dissuade en grande partie de traverser. Cela permettrait de sauver des milliers de vies.

C'est ainsi que l'Australie a résolu sa crise. Elle a créé des centres de détention en Papouasie-Nouvelle-Guinée, sur l'île Christmas et à Nauru. Un millier de personnes se sont noyées en tentant d'atteindre l'Australie au cours de la décennie qui a précédé 2013. Lorsque l'Australie a commencé à refouler les bateaux, le nombre d'embarcations et de morts a chuté.

L'Europe dispose d'un modèle qui fonctionne. Mais son adoption par l'UE serait illégale.

Les élites libérales ont présenté deux options aux citoyens européens qui en ont assez. Première option : accepter une migration de masse indéfinie, laisser ses revenus diminuer et ses impôts augmenter, voir son État-providence s'effondrer, accepter la transformation de sa culture, accepter que sa ville devienne plus dangereuse et capituler face à la nouvelle transformation mondialiste de l'Europe qui s'accélère. Deuxième option : enfreindre la loi.

Ils pourraient essayer de trouver une troisième option, un moyen légal de modifier les lois, les traités et le droit constitutionnel. Mais cela prendrait des années—et ils ne les ont pas.

Les Européens devront se soumettre à l'immigration de masse ou briser le système. Au fur et à mesure que la crise s'aggravera, ils choisiront la seconde option.

Si des dirigeants comme Meloni se montrent réticents à contourner l'état de droit et à expulser les migrants en masse, ils finiront par être remplacés par des dirigeants qui ne le sont pas.

Un roi fort est imminent

La crise des migrants n'est qu'une des nombreuses pressions importantes qui pèsent sur l'Europe. Depuis des années, la *Trompette* avertit qu'un changement radical est en train de se produire en Europe. Daniel 8 et 11 contiennent des prophéties que Dieu a données il y a environ 2500 ans. Certaines d'entre elles sont devenues historiques. En 323 avant J.-C., un grand « roi de Javan » a attaqué la Perse, tout comme Daniel 8 : 5-7, 20-21 l'a décrit. Il s'appelait Alexandre le Grand. Mais Daniel a surtout écrit pour « le temps de la fin » (verset 17 ; Daniel 11 : 40).

Daniel 8 : 23-24 décrit l'avènement d'un « roi impudent et artificieux. » D'autres prophéties montrent que cet homme fort se lèvera en Allemagne et dirigera l'Europe. Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, écrit dans sa brochure *Un dirigeant allemand fort est imminent* : « Ce dirigeant à venir bientôt pourrait littéralement être appelé un roi. Même s'il ne l'est pas, la Bible lui donne cette étiquette. Lorsque la Bible parle d'un roi, dans la plupart des cas, elle dit que ce n'est pas un gouvernement démocratique. Même s'il n'a pas ce titre, il va diriger comme un roi. Cette vision dans Daniel montre que l'empire européen est sur le point de devenir beaucoup plus autoritaire. »

Cela signifie un changement massif dans la gouvernance de l'Europe. Le système actuel, essentiellement démocratique, avec ses défauts et ses avantages, est sur le point d'être détruit. Daniel décrit ce qui le remplacera comme une « bête »—une puissance agressive et belliqueuse, qui ne sera pas freinée par des subtilités diplomatiques, des intérêts particuliers, des « droits de l'homme » exagérés, la volonté du peuple ou l'état de droit.

En entérinant un afflux constant de migrants dans leurs lois fondamentales, les élites libérales européennes ont garanti que leur système s'effondrerait lorsqu'une nouvelle génération d'hommes politiques s'attaquerait à ces problèmes. Attendez-vous à ce que cette nouvelle Europe se développe rapidement.